

Ville de Saint-Gabriel

M.R.C. de D'Autray

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville de Saint-Gabriel, tenue le 3^e jour du mois de février 2020 à 20 h à la salle du conseil, située au 45 de la rue Beausoleil, à Ville de Saint-Gabriel.

Sont présents : Monsieur Gaétan Gravel, maire
 Monsieur Réjean Riel, conseiller N^o 1
 Madame Julie Tessier, conseillère N^o 2
 Monsieur Yves Morin, conseiller N^o 3
 Madame Sylvie St-Georges, conseillère N^o 4
 Monsieur Christian Paquin Coutu, conseiller N^o 5
 Monsieur Stephen Subranni, conseiller N^o 6

Sont présents : Monsieur Michel St-Laurent, directeur général et greffier

Public : 15 personnes représentant le public

Un moment de recueillement est suggéré par monsieur le Maire.

029-02-2020 1. Ouverture de la séance

Les conseillers présents forment quorum sous la présidence du maire, Gaétan Gravel, qui agit à titre de président d'assemblée et Michel St-Laurent, à titre de secrétaire d'assemblée.

Il est proposé par Julie Tessier
Appuyé par Sylvie St-Georges
Et résolu :

QUE la séance ordinaire du conseil du 3 février 2020, soit ouverte à 20 h.

Adoptée à l'unanimité

030-02-2020 2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Sylvie St-Georges
Appuyé par Julie Tessier
Et résolu :

QUE l'ordre du jour de cette rencontre du 3 février 2020 soit et est adopté tel que présenté.

QUE l'ordre du jour de cette rencontre du 3 février 2020 soit et est adopté tel que présenté en ajoutant deux points dans le Varia :

13.1 Secrétaire- Engagement de Shany Hervieux Lavoie

13.2 Affichage de poste directrice des loisirs (congé de maternité)

13.3 Appui au Centre Sportif : Demande d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives

Adoptée à l'unanimité

UNE VISITE AU CONSEIL

Les membres du conseil ont le plaisir de recevoir 3 étudiants demandant que la ville devienne COMMUNAUTÉ BLEUE. Ceux-ci expliquent que l'eau est essentielle à la vie humaine, elle doit être régie par des principes qui assurent une utilisation raisonnable, un partage équitable et un traitement responsable afin de préserver l'eau pour la nature et les générations futures. Monsieur le maire Gravel, annonce que la ville entamera officiellement la démarche, Les trois résolutions nécessaires afin d'amorcer le processus seront à l'ordre du jour le 2 mars prochain.

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

031-02-2020 3.1 Séance ordinaire du 13 janvier 2020

Il est proposé par Christian Paquin Coutu
Appuyé par Yves Morin
Et résolu :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 janvier 2020 soit et est adopté, tel que présenté.

Adoptée à l'unanimité

032-02-2020 3.2 Séance extraordinaire du 24 janvier 2020

Il est proposé par Réjean Riel
Appuyé par Julie Tessier
Et résolu :

QUE le procès-verbal de la séance extraordinaire du 24 janvier 2020 soit et est adopté, tel que présenté.

Adoptée à l'unanimité

4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

033-02-2020 4.1 Adoption de la nouvelle politique concernant l'usage de drogues, d'alcool, de médicaments et d'autres substances similaires

Il est proposé par Yves Morin
Appuyé par Julie Tessier
Et résolu :

QUE les membres de ce conseil adoptent la nouvelle politique (Version 2 Février 2020) concernant l'usage de drogues, d'alcool, de médicaments et d'autres substances similaires.

Adoptée à l'unanimité

034-02-2020 4.2 Adoption du règlement CV 543 régissant l'accès au Lac Maskinongé et visant à prévenir l'infestation d'espèces exotiques envahissantes

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la Ville de Saint-Gabriel de procéder à la refonte du règlement No : CV 491 et ses amendements No : CV500, CV510, CV516, CV528 et CV533, régissant l'accès au Lac Maskinongé et ses tributaires et visant à prévenir l'infestation d'espèces exotiques envahissantes;

ATTENDU les pouvoirs conférés aux municipalités par la Loi sur les compétences municipales en matière d'environnement;

ATTEND QUE les lacs et cours d'eau représentent une richesse collective à protéger;

ATTENDU QUE les apports et la libération d'éléments nutritifs, dont le phosphore et l'azote, constituent une des causes de dégradation de la qualité de l'eau et de prolifération des plantes aquatiques et des algues;

ATTENDU QUE les activités nautiques doivent être pratiquées, tout en ne causant pas une dégradation de la qualité de l'eau et la prolifération des plantes aquatiques et des algues;

ATTENDU QUE les embarcations motorisées produisent des vagues qui peuvent être destructives pour les rives sensibles;

ATTENDU QUE le conseil de la Ville de Saint-Gabriel est d'avis qu'il est dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables de prendre toutes les mesures possibles afin de contribuer à la préservation de la qualité du lac Maskinongé;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter des règles et documents communs à toutes les municipalités et ville riveraines du lac Maskinongé;

ATTENDU QUE le présent règlement remplace toute réglementation municipale antérieure régissant l'accès au Lac Maskinongé et ses tributaires et visant à prévenir l'infestation d'espèces exotiques envahissantes, mais que le remplacement des anciennes dispositions par le présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité des règlements ainsi remplacés, non plus que les infractions pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, lesquelles se continueront sous l'autorité desdits règlements remplacés jusqu'à jugement final et exécution;

ATTENDU QU'un avis de motion et le dépôt du présent règlement a été donné conformément au Code des Cités et Villes, le 24 janvier 2020;

Il est proposé par Yves Morin

Appuyé par Sylvie St-Georges

Et résolu :

QUE le présent règlement soit adopté et qu'il décrète ce qui suit:

SECTION 1 INTERPRÉTATION

Article 1.1 : PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 1.2 : OBJECTIFS

Le présent règlement a pour but d'encadrer l'accès des embarcations motorisées au lac Maskinongé et ses tributaires afin de prévenir l'envahissement des plans d'eau par des espèces exotiques, d'assurer la sécurité publique et le maintien de la qualité des eaux et d'assurer l'utilisation sécuritaire des plans d'eau.

Article 1.3 : DÉFINITION DES TERMES

Accès privé: Tout infrastructure, ouvrage et/ou utilisation du sol sur un terrain de propriété privée et/ou communautaire servant à des fins d'accès, de desserte et/ou de descente d'embarcations motorisées que ce soit pour leur mise à l'eau ou leur sortie de l'eau.

Accès public : Toute infrastructure, ouvrage et/ou utilisation du sol sur un terrain de propriété municipale servant à des fins d'accès, de desserte et/ou de descente d'embarcations motorisées que ce soit pour leur mise à l'eau ou leur sortie de l'eau.

Bateau de type "wakeboat": toute embarcation lestée pour la pratique du wakeboard ou du wakesurf munie d'un système de ballast (réservoirs d'eau et installation de pompage) servant à augmenter son poids.

Domicile : le domicile d'une personne, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu de son principal établissement.

Droit d'accès : certificat d'accès et vignette émis en vertu du présent règlement et valide pour l'année.

Embarcation motorisée: Tout appareil, ouvrage et construction flottables munis d'un moteur de dix (10) forces et plus, destinés à un déplacement sur l'eau à l'exception des hydravions et des embarcations propulsées par un moteur électrique d'au plus 55/AP (55 lbs de poussée).

Embarcation utilitaire: Toute embarcation motorisée d'utilité publique dont le seul but est d'effectuer des travaux à partir de la surface de l'eau ou de transporter du matériel via la surface de l'eau et dont la présence sur l'un des lacs ne dépasse pas trois (3) jours consécutifs à chaque occasion. Est également incluse dans cette catégorie, toute embarcation motorisée pour la surveillance par une autorité compétente, telle que la Sûreté du Québec ou la Garde côtière canadienne ou toute embarcation motorisée pour effectuer des travaux de recherche dans le cadre d'études environnementales ou encore par un organisme public ou parapublic de protection de l'environnement reconnu par la municipalité.

Espèce exotique envahissante: Organisme croissant hors de son aire de distribution naturelle et pouvant devenir envahissant.

Le lac Maskinongé et ses tributaires: Le lac Maskinongé et toute surface navigable accessible à partir du lac Maskinongé, sur la rivière Maskinongé, sur la rivière Mastigouche, sur la rivière Matambin et tout autre tributaire contenu sur le territoire des municipalités de Saint-Gabriel-de-Brandon, de Ville Saint-Gabriel, de Mandeville et de Saint-Didace.

Ligne de rive : au sens du présent règlement, la ligne de rive constitue la ligne de contact entre l'eau et la terre lorsque le lac Maskinongé ou ses tributaires atteignent un niveau normal pour la période estivale. Pour le lac Maskinongé, on estime à 143,6 mètres la cote d'élévation correspondant au niveau normal pour la période estivale.

Logement : Unité de logement d'habitation inscrite au rôle d'évaluation de la municipalité et possédant un numéro civique légalement attribué.

Municipalités participantes: La municipalité de Ville Saint-Gabriel, la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon, la municipalité de Mandeville ou la municipalité de Saint-Didace.

Personne: Personne physique ou morale.

Personne désignée à l'application du règlement: Tout agent de la paix, ainsi que tout préposé et officier municipal désigné par la municipalité.

Propriété riveraine: Immeuble riverain au lac Maskinongé et ses tributaires, pourvu que le terrain fasse partie du territoire d'une municipalité participante.

Titulaire d'un certificat d'usager : La personne au nom de qui un certificat d'usager a été émis conformément au présent règlement.

Résident (utilisateur): Toute personne qui sur le territoire d'une municipalité concernée, satisfait à l'une des conditions suivantes:

- Est propriétaire d'un bâtiment d'habitation ou de commerce;
- Est locataire d'un logement et détient un bail de location annuel émanant d'un organisme reconnu;
- Est domicilié et détient une preuve de résidence à l'année;
- Est locataire pour une période d'un an et plus d'un établissement d'hébergement reconnu par les municipalités participantes et détient une preuve de location pour la période couverte, sous forme de bail ou d'un contrat lié à une facturation officielle. Pour être reconnu par les municipalités participantes, l'établissement d'hébergement doit être enregistré auprès d'un organisme de classification gouvernemental.

Utilisateur d'embarcation: Toute personne ayant la garde et le contrôle d'une embarcation.

Vague érosive : Vague artificielle causée par une embarcation motorisée dont la portée d'onde est susceptible, soit de détériorer les rives d'un lac ou cours d'eau, soit de perturber les ouvrages et équipements qui y sont rattachés tels que les quais et leurs amarrages.

Vignette: Étiquettes autocollantes permettant l'identification des embarcations autorisées à l'accès au lac Maskinongé, émises par la municipalité de Ville Saint-Gabriel, la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon, la municipalité de Mandeville ou la municipalité de Saint-Didace, si les règles édictées dans les règlements en vertu desquels le certificat d'usager est émis sont identiques à celles édictées au présent règlement.

Visiteur (utilisateur): Toute personne qui ne satisfait pas à l'une des conditions d'un utilisateur résident.

Le présent règlement s'applique sur le territoire respectif de chacune des municipalités concernées au lac Maskinongé et ses tributaires, tel que défini à l'article 1.3 ainsi qu'à chacune des propriétés riveraines bordant ledit lac et lesdits tributaires.

SECTION 2 ACCÈS AUX LACS

Article 2.1 CONTRÔLE DES ACCÈS

Hors d'un accès public, sont prohibés sur tout terrain attenant à la rive du lac Maskinongé et ses tributaires, toute utilisation du sol à des fins d'accès, de desserte et/ou de descente d'embarcations motorisées que ce soit pour la mise à l'eau ou leur sortie de l'eau.

Article 2.2 EXCEPTIONS AU CONTRÔLE DES ACCÈS

L'interdiction d'utiliser le sol à des fins d'accès, de desserte et/ou de descente d'embarcations motorisées que ce soit pour la mise à l'eau ou leur sortie de l'eau ne s'applique pas, malgré l'énoncé de l'article 2.1, aux situations d'exceptions suivantes:

- a) Pour un propriétaire riverain qui utilise sa propriété riveraine pour sa propre embarcation motorisée à la condition expresse que l'embarcation qui a transité d'un autre plan d'eau ait préalablement fait l'objet d'un lavage tel que décrit à la section 4 du présent règlement;
- b) Pour un propriétaire de droit de passage ou d'un accès notarié sur une propriété riveraine, qui se prévaut de son titre de propriété pour sa propre embarcation motorisée, aux conditions suivantes:
 - i. Que le droit de passage ou d'accès indique clairement le droit de mettre une embarcation motorisée à l'eau;
 - ii. Que l'embarcation qui a transité d'un autre plan d'eau ait préalablement fait l'objet d'un lavage tel que décrit à la section 4 du présent règlement;
 - iii. Satisfaire aux conditions d'utilisateur résident, tel que défini à l'article 1.3.
- c) Pour les accès inscrits en annexe A, aux conditions suivantes:
 - i. Offrir en tout temps une infrastructure adéquate et sécuritaire;
 - ii. Prendre les mesures nécessaires afin que toute personne utilisant les équipements et infrastructures dudit établissement pour la mise à l'eau de leur embarcation soit munie d'un droit d'accès valide;
 - iii. Assurer la protection contre la contamination par des espèces étrangères en offrant des ressources et des équipements permettant la mise en place de mesures de contrôle et de vérification au moins aussi contraignantes que celles mises en place par les municipalités concernées disposant d'accès public.
- d) Pour toute intervention d'urgence effectuée par une autorité compétente.

Article 2.3 CONTRÔLE DES ACCÈS PRIVÉS

Tout accès privé au lac Maskinongé et ses tributaires, doit être muni d'une chaîne ou d'une barrière cadenassée en permanence ou encore d'un obstacle permanent, afin d'empêcher la mise à l'eau d'une embarcation motorisée autre qu'une embarcation motorisée prévue à l'article 2.2.

SECTION 3 DROIT D'ACCÈS

Article 3.1 DROIT D'ACCÈS OBLIGATOIRE

Il est strictement interdit à quiconque d'utiliser ou de permettre que soit utilisé un accès public ou privé pour la desserte et/ou de descente d'une embarcation motorisée sans que cette embarcation soit munie d'un droit d'accès conformément au présent règlement.

Il est strictement interdit à quiconque d'accoster, d'amarrer ou d'ancrer une embarcation motorisée sans que cette embarcation soit munie d'un droit d'accès conformément au présent règlement.

Article 3.2 EXCEPTIONS À L'OBLIGATION D'UN DROIT D'ACCÈS

Malgré l'obligation d'obtenir un droit d'accès énoncée à l'article 3.1, cette obligation ne s'applique pas aux situations d'exceptions suivantes :

- a) Pour toute intervention d'urgence effectuée par une autorité compétente;
- b) Pour l'utilisation d'une embarcation utilitaire;
- c) Le conseil municipal de chacune des municipalités participantes pourra exceptionnellement autoriser, par résolution, l'accès aux débarcadères municipaux par une ou des embarcations motorisées, utilisées dans le cadre d'activités nautiques spéciales, à la condition expresse que les embarcations aient été préalablement lavées et qu'elles soient sans eaux résiduelles.

Article 3.3 CONDITIONS D'ÉMISSION DES DROITS D'ACCÈS AU LAC

Toute personne doit:

- a) Lorsque requis, fournir une preuve de son statut d'utilisateur résident d'une municipalité concernée;
- b) Montrer une pièce d'identité afin de confirmer l'identité de la personne;
- c) Fournir l'ensemble des informations requises telles que contenues dans le formulaire d'enregistrement pour embarcation à moteur tel qu'identifié en annexe B ou sur tout autre support selon les mêmes termes et modalités que celles contenues dans ledit formulaire d'enregistrement;
- d) Le propriétaire de l'embarcation doit fournir son PERMIS D'EMBARCATION DE PLAISANCE (12 L 3456) émis par Transport Canada;
- e) Acquitter le tarif décrété à l'annexe C du présent règlement;

Tout manquement à une de ces conditions d'émission viendra compromettre l'émission du permis d'accès au lac. Toute fausse déclaration dans la demande de droit d'accès entraîne la révocation automatique du permis d'accès au lac, pour un délai de soixante (60) jours de la date à laquelle la fausse déclaration a été constatée par la municipalité.

Article 3.4 TARIFICATION

Les sommes à payer pour l'obtention d'un droit d'accès au lac sont prévues à l'annexe C du présent règlement.

Ces sommes amassées serviront exclusivement à la gestion du lac Maskinongé et incluent notamment les frais pour la patrouille nautique, les équipements de signalisation sur les lacs et les restrictions contenues dans le règlement fédéral sur la conduite des bateaux et qui concerne les lacs, la publicité, les affiches et les pancartes, la gestion des débarcadères et la promotion des règlements servant à accroître la sensibilisation envers l'environnement et la sécurité dans la pratique des sports et activités nautiques.

Article 3.5 VIGNETTE

La vignette émise en guise de droit d'accès conformément au présent règlement est applicable à un seul bateau. Elle est non transférable et non remboursable.

Une vignette saisonnière perdue ou abimée peut être remplacée. La demande doit être adressée au Service à la navigation. Des frais de prévus à l'annexe C sont applicable.

Les vignettes demeurent la propriété des municipalités participantes.

Article 3.6 AFFICHAGE DE LA VIGNETTE

Pour être valide, la vignette doit être affichée de façon à être vue en tout temps du côté babord de l'embarcation, soit du côté avant-gauche, lorsque vu vers la section frontale de l'embarcation.

Article 3.7 DÉLAI DE VALIDITÉ

Un droit d'accès expire le trente-et-un (31) décembre de l'année au cours de laquelle le droit a été émis. Le droit d'accès journalier est valide jusqu'à minuit de la journée de son émission.

SECTION 4 PROTECTION CONTRE LA CONTAMINATION PAR DES ESPÈCES ÉTRANGÈRES

Article 4.1 LAVAGE

Tout utilisateur d'une embarcation motorisé doit s'assurer de la propreté et de la vidange des réservoirs de son embarcation, avant l'accès à l'eau du lac Maskinongé, de manière à ce que rien ne puisse nuire à la qualité de l'eau du lac

Article 4.2 MÉTHODE DE LAVAGE DES EMBARCATIONS MOTORISÉES

Le lavage des embarcations doit être réalisé en effectuant les étapes suivantes :

- a) Inspection visuelle : Consiste à faire le tour des équipements reliés à l'embarcation soit : la coque du bateau, sa remorque, le moteur ainsi que tout autre équipement qui entrera en contact avec l'eau. Lors de l'inspection, on recherchera la présence d'organisme animal ou végétal pouvant être accroché aux équipements ou à l'embarcation;
- b) Nettoyage manuel des équipements : Consiste à retirer manuellement les organismes indésirables identifiés à la première étape puis d'en disposer dans la poubelle à déchets destinés à l'enfouissement (et non le compost ou le recyclage);
- c) Vidange des réservoirs : Consiste à vider tout type de contenant d'eau (ballasts, réservoirs d'eau, viviers, contenants à appâts, etc.) dans un site éloigné d'au moins trente (30) mètres d'un lac ou d'un cours d'eau où l'eau résiduelle pourra s'infiltrer dans le sol;
- d) Lavage à haute pression : Consiste à laver l'embarcation et ses équipements à l'aide d'un jet d'eau à haute pression dans le but de déloger les organismes les plus résistants. L'eau résiduelle doit être dirigée au même endroit que les eaux de vidange des réservoirs.

Article 4.3 INSPECTION VISUELLE

Toute embarcation peut faire l'objet d'une inspection visuelle par un préposé à l'application du présent règlement avant la mise à l'eau. Cette inspection visuelle a pour objet de vérifier que chacune des étapes de la méthode de lavage des embarcations a été respectée:

- a) Que l'ensemble des réservoirs ou contenants d'eau a été vidangé;
- b) Que l'embarcation ne possède aucune trace d'herbe, de plante, de racine ou de résidu d'huile ou de matières quelconques pouvant nuire à la qualité de l'eau des lacs et qui serait apparente sur ou dans l'embarcation, son moteur, son vivier et/ou sur la remorque.

Article 4.4 CONDITION D'ACCÈS LIÉ AU LAVAGE DES EMBARCATIONS

Suite à l'inspection visuelle:

- a) Dans le cas où, à la suite d'une inspection visuelle, le préposé à l'application du présent règlement constate que rien ne peut nuire à la qualité de l'eau du lac, celui-ci vérifie que l'utilisateur de l'embarcation possède son droit d'accès et autorise la descente.
- b) Dans le cas où l'embarcation n'est pas propre ou qu'elle ne possède pas de droit d'accès valide, le préposé à l'application du présent règlement doit refuser l'accès au plan d'eau et exiger que l'embarcation fasse l'objet d'un lavage et, le cas échéant, que l'utilisateur obtienne la vignette requise.

SECTION 5

INFRACTION

Article 5.1 VIDANGE

Le fait, pour quiconque de vidanger les eaux de toilette, dans le lac Maskinongé et ses tributaires constitue une infraction et est strictement prohibé.

Article 5.2 ACCÈS DÉROGATOIRE

Le fait, pour tout utilisateur d'embarcation, de mettre à l'eau une embarcation motorisée sur le lac Maskinongé et ses tributaires en ne respectant pas en tout point l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement constitue une infraction et est prohibé.

Article 5.3 AFFICHAGE OBLIGATOIRE DE LA VIGNETTE

Le fait, pour tout utilisateur d'une embarcation motorisée se trouvant sur le lac Maskinongé et ses tributaires, de ne pas afficher un droit d'accès tel que décrit à la section 3 du présent règlement, constitue une infraction et est prohibé.

Article 5.4 OBLIGATION RELATIVE AUX DROITS D'ACCÈS

Le fait, pour tout utilisateur d'une embarcation motorisée, de ne pas présenter son permis d'accès lorsque requis par un préposé à l'application du présent règlement constitue une infraction et est prohibé.

Article 5.5 FAUSSE DÉCLARATION

Le fait, pour tout utilisateur d'une embarcation motorisée, d'effectuer une fausse déclaration dans la demande de droit d'accès constitue une infraction et est prohibé.

Article 5.6 OBLIGATION RELATIVE À L'INSPECTION DE L'EMBARCATION

Le fait, pour tout utilisateur d'une embarcation motorisée, de nuire ou d'empêcher un préposé à l'application du présent règlement de procéder à l'inspection de l'embarcation constitue une infraction et est prohibé.

Article 5.7 RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE RIVERAIN

Le fait pour tout propriétaire riverain d'autoriser la mise à l'eau d'une embarcation motorisée dans le lac Maskinongé et ses tributaires, sachant que cette embarcation n'est pas pourvue d'un droit d'accès valide dont l'utilisateur de l'embarcation doit être pourvu, constitue une infraction et est prohibée.

Article 5.8 VAGUE SURDIMENSIONNÉE/Protection des rives contre les vagues érosives

Le fait, pour tout utilisateur d'une embarcation motorisée de produire, par une conduite inappropriée de son embarcation, une vague surdimensionnée à moins de 150 mètres des berges du lac Maskinongé et de ses tributaires et, par conséquent, sur toute partie desdits tributaires.

Article 5.9 INFRACTION GÉNÉRALE

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction et est prohibée.

**SECTION 6
ADMINISTRATION ET PÉNALITÉ**

Article 6.1 APPLICATION DU RÈGLEMENT

La municipalité peut nommer par résolution toute personne qu'elle désire pour appliquer les dispositions du présent règlement. La ville ou toute municipalité participante peut aussi conclure une entente particulière avec toute personne pour qu'elle applique ce règlement, effectue la délivrance des immatriculations et en perçoive le coût au nom de la municipalité.

Article 6.2 INSPECTION

Toute personne désignée à l'application du présent règlement est autorisée à visiter et à examiner entre 7h et 19h toute propriété mobilière et immobilière, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maison, bâtiment et édifice, doit le recevoir, le laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui lui sont posées, relativement à l'exécution du présent règlement.

Article 6.3 INFRACTION

Toute personne désignée à l'application du présent règlement peut remettre à tout contrevenant, sur les lieux mêmes de l'infraction, un avis d'infraction qui en indique la nature ou un constat d'infraction conformément au Code de procédure pénale (L.R.Q., c. C-25.1).

Article 6.4 PÉNALITÉ ET AMENDE

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende minimale de deux cents dollars (200\$) et maximale de cinq cent dollars (500\$), si le contrevenant est une personne physique et minimale de quatre cents dollars (400\$) et maximale de mille dollars (1 000\$), si le contrevenant est une personne morale. Pour toute récidive, la personne est passible d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale de deux mille dollars (2 000\$), si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de mille dollars (1 000 \$) et maximale de quatre mille dollars (4000\$), si le contrevenant est une personne morale.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec, (L.R.Q., c. C-25.1).

Article 6.5 INFRACTION CONTINUE

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

Article 6.6 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur en conformité avec la loi.

ANNEXE A ACCÈS PRIVÉ D'USAGE PUBLIC

Hors d'un accès public, sont prohibés sur tout terrain ayant frontage sur la rive du lac Maskinongé et ses tributaires, toute utilisation du sol à des fins d'accès, de desserte et/ou de descente d'embarcations motorisées que ce soit pour la mise à l'eau ou leur sortie de l'eau. Malgré l'énoncé précédent, cette interdiction ne s'applique pas, aux accès suivants:

- Accès du camping La Baie: situé lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, au 905, rang St-Augustin à Mandeville (Québec) J0K 1L0, sur le terrain correspondant au lot 5 143 673, en berge du Lac Maskinongé.
- Accès de la Marina Mandeville: situé, lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, au 17, rang Saint-Augustin à Mandeville (Québec) J0K 1L0, sur le terrain correspondant au lot 4 123 473, en berge de la rivière Maskinongé.
- Accès au Marché R Leclerc: situé, lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, au 531 rue Principale à Saint-Didace (Québec) J0K 2G0, sur le terrain correspondant au lot P-287, en berge de la rivière Maskinongé.

Selon les conditions suivantes:

1. Offrir en tout temps une infrastructure adéquate et sécuritaire;
2. Prendre les mesures nécessaires afin que toute personne utilisant les équipements et infrastructures dudit établissement pour la mise à l'eau de leur embarcation, soit muni d'un droit d'accès valide;
3. Assurer la protection contre la contamination par des espèces étrangères en offrant des ressources et des équipements, permettant la mise en place de mesures de contrôle et de vérification équivalentes à celles de la section 4 du présent règlement.

Cd; (ancienne version) au moins aussi contraignantes que celles mises en place par les municipalités concernées disposant d'accès public.

ANNEXE B

FORMULAIRE DE DEMANDE DE VIGNETTE

ANNEXE C

TARIFICATION DU DROIT D'ACCÈS AU LAC MASKINONGÉ ET SES TRIBUTAIRES

A) TARIF POUR UN DROIT D'ACCÈS SAISONNIER POUR UN UTILISATEUR RÉSIDENT:

- | | | |
|--------------------------------|---|-------|
| ➤ MISE À L'EAU (10 HP et plus) | → | 60\$ |
| ➤ MOTO-MARINE | → | 100\$ |
| ➤ BATEAU DE TYPE "WAKEBOAT" | → | 100\$ |

B) TARIF POUR UN DROIT D'ACCÈS SAISONNIERS POUR UN UTILISATEUR VISITEUR:

- MISE À L'EAU (10 HP et plus) → 100\$
- MOTO-MARINE → 140\$
- BATEAU DE TYPE "WAKEBOAT" → 140\$

C) TARIFS POUR UN DROIT D'ACCÈS JOURNALIERS:

- MISE A L'EAU (10 HP et plus) → 20\$
- MOTO-MARINE → 60\$
- WAKE → 60\$

D) FRAIS DE REMPLACEMENT POUR UN DROIT D'ACCÈS:

- VIGNETTES SAISONNIÈRES → 10\$

E) TARIFS STATIONNEMENT :

- JOURNALIER AUTO 5\$
- JOURNALIER REMORQUE 5\$
- JOURNALIER MOTO 5\$
- JOURNALIER AUTOBUS 30\$
- SAISONNIER PROPRIÉTAIRE AUTO 25\$
- SAISONNIER PROPRIÉTAIRE REMORQUE 25\$
- SAISONNIER VISITEUR AUTO → 50\$
- SAISONNIER VISITEUR REMORQUE 50\$
- VIGNETTE AUTO ADDITIONNELLE 5\$

Adoptée à l'unanimité

035-02-2020 **4.3 CREVALE – Journées de la persévérance scolaire 2020**

ATTENDU QU'un jeune qui possède un diplôme d'études secondaires gagne annuellement 15 000 \$ de plus qu'un décrocheur. Sa contribution à l'économie de son milieu est donc plus grande, il coûte moins cher en sécurité civile et en soins de santé, et il participe davantage à la vie citoyenne (il vote, donne du sang, fait du bénévolat, etc.)

ATTENDU QUE le décrochage scolaire au secondaire a des impacts négatifs significatifs sur l'économie de la municipalité et de la région, lesquels sont évalués à 1.9 milliard de dollars annuellement à l'échelle du Québec.

ATTENDU QUE la persévérance scolaire est l'affaire de tous; l'école a besoin de notre appui et notre municipalité a aussi un rôle à jouer pour favoriser la persévérance scolaire de ses jeunes citoyens.

ATTENDU QUE le CRÉVALE, instance régionale de concertation en matière de persévérance et réussite scolaire, reconnu dans Lanaudière, a pour mission de rassembler les adultes de divers horizons autour des jeunes pour favoriser la diplomation ou la qualification du plus grand nombre.

ATTENDU QUE les journées de la persévérance scolaire sont un temps fort de l'année pour unir nos forces, encourager les jeunes et rappeler, par le biais de diverses activités, que l'éducation doit demeurer une priorité dans Lanaudière.

ATTENDU QUE la lecture et l'écriture sont nécessaires à l'apprentissage de toutes les matières scolaires et que c'est en éveillant les enfants tôt au monde de l'écrit qu'on obtient les meilleures chances d'en faire un jour de bons lecteurs.

Il est proposé par Julie Tessier
Appuyé par Christian Paquin Coutu
Et résolu :

QUE les membres de ce conseil reconnaissent la persévérance scolaire comme une priorité et un enjeu important pour le développement de notre municipalité. Pour ce faire, les membres de ce conseil s'engagent à participer aux « **Journées de la persévérance scolaire 2020** » et à relever le défi de « **Municipalité première de classe 2020** » en réalisant les activités suivantes :

- Participer à l'activité – nos élu(e)s , un plus pour la réussite éducative, qui aura lieu le 17 février , où toutes les municipalités ayant adopté une résolution seront mises en valeur;
- Distribuer des outils promotionnels des JPS 2020 dans notre bibliothèque;
- Offre d'activités de loisir pour encourager l'activité physique chez les jeunes;
- Publication de textes sur la persévérance scolaire dans les outils de communication de la ville;
- Promotion des JPS sur le panneau électronique au Centre Sportif;
- Port du ruban de la persévérance scolaire;
- Diffusion dans le bulletin de la ville de messages félicitant les nouveaux diplômés ;
- Diffusion dans le bulletin de la ville de messages valorisant les enseignants;
- Collaboration avec les écoles de notre milieu;
- Obtention ou maintien de la certification OSER-JEUNES.

QUE copie de la présente soit transmise au CRÉVALE.

Adoptée à l'unanimité

036-02-2020 4.4 Mandat à Bélanger Sauvé – Taxes en souffrance

ATTENDU QUE les taxes des dossiers correspondant aux matricules énumérés plus bas demeurent impayées depuis plus de deux (2) ans et qu'il y a lieu de régulariser cette situation.

Il est proposé par Stephen Subranni
Appuyé par Réjean Riel
Et résolu :

QUE le conseil autorise le directeur général, Michel St-Laurent à retenir les services de la firme « *Bélanger Sauvé* » pour assurer la gestion des dossiers suivants, en rapport avec la perception des taxes dues en retard, selon l'article 511 de la *Loi des Cités et Villes* :

#1229-91-6092	#1327-58-2250	#1328-15-1492
#1328-37-2195	#1328-37-4481	#1328-47-1602
#1328-72-7579	#1328-92-9542	#1329-01-9246
#1427-39-1601	#1428-02-7337	#1428-11-0391
#1428-11-8480	#1428-35-2231	

Adoptée à l'unanimité

037-02-2020 4.5 Aide financière AQDR

Il est proposé par Yves Morin
Appuyé par Réjean Riel
Et résolu :

QUE les membres de ce conseil autorisent la trésorière à verser une contribution financière de l'ordre de **100 \$** à l'organisme «AQDR».

Adoptée à l'unanimité

5. CORRESPONDANCE

DÉPÔT => 5.1 Dépôt de la correspondance au 31 janvier 2020

Le greffier dépose le bordereau des correspondances reçues au 31 janvier 2020, sous la cote « Bordereau No. 02-2020 ».

6. FINANCES

DÉPÔT => 6.1 Dépôt de l'état des revenus et dépenses au 31 janvier 2020

Le greffier dépose l'état des revenus et dépenses au 31 janvier 2020.

038-02-2020 6.2 Comptes à payer au 31 janvier 2020

Il est proposé par Sylvie St-Georges
Appuyé par Réjean Riel
Et résolu :

QUE les comptes à payer au 31 décembre 2019, des chèques numéros 3873 à 3920 totalisant 80 625.60 \$ soient et sont adoptés ;

QUE les comptes à payer pour les dépenses incompressibles 30 décembre 2019, des chèques numéros 3841 à 3872 incluant les prélèvements mensuels des numéros 4102 à 4132 totalisant 844 693.50\$ soient et sont adoptés ;

QUE le maire, Gaétan Gravel, et la trésorière, Mireille Bibeau, soient et sont autorisés à signer les chèques à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

039-02-2020 6.3 Annulation taxes municipales – 75-77 rue Saint-Cléophas

ATTENDU que la Ville de Saint-Gabriel est propriétaire de l'édifice du 75-77 rue Saint-Cléophas.

Il est proposé par Christian Paquin Coutu
Appuyé par Yves Morin
Et résolu :

QUE les taxes municipales soient annulées pour le matricule # 1327-98-0750-00-0000.

Adoptée à l'unanimité

040-02-2020 6.4 Décompte progressif no. 6 mise aux normes des installations d'alimentation en eau potable

ATTENDU les travaux effectués par la firme Les Excavations Michel Chartier Inc, pour la mise aux normes des installations d'approvisionnement en eau potable.

Il est proposé par Sylvie St-Georges

Appuyé par Réjean Riel

Et résolu :

QUE les membres du conseil autorisent la trésorière à procéder au versement à l'entrepreneur Les Excavations Michel Chartier Inc., un montant de **111 542.63\$** taxes incluses pour les travaux réalisés en date du 30 novembre 2019 représentant le décompte progressif No .6.

QUE le montant utile à la réalisation desdits travaux soit puisé à même le programme PRIMEAU.

Adoptée à l'unanimité

041-02-2020 6.6 PAC RURALES – Demandes d'aide financière

ATTENDU QUE des argents sont disponibles dans le cadre du programme d'aide aux collectivités rurales de la MRC de d'Autray.

ATTENDU QUE l'obtention d'aide financière viendrait rendre possible la réalisation d'un projet pour le développement de la Ville de Saint-Gabriel.

Il est proposé par Sylvie St-Georges

Appuyé par Julie Tessier

Et résolu :

QUE le directeur général, Michel St-Laurent, soit et est par la présente, autorisé à compléter, signer et déposer tous les documents nécessaires auprès du service de développement économique de la MRC de d'Autray, dans le but d'obtenir du financement à même le programme d'aide aux collectivités rurales pour assurer la réalisation du projet :

Festi-Eau – Communauté bleue – Fontaine permanente
Signalisation plage

QU'EN rapport avec le projet, la Ville de Saint-Gabriel réserve à même son budget général 2020, un montant évalué à environ 35 000 \$, attribué aux projets Festi-Eau – communauté bleue – Fontaine permanente.

Adoptée à l'unanimité

7. SÉCURITÉ PUBLIQUE

8. VOIRIE – TRANSPORT & TRAVAUX PUBLICS

042-02-2020 8.1 Vente et disposition Canyon GMC 2007

ATTENDU QUE le directeur des travaux publics, Simon Gariépy a lancé un appel à soumissionner pour la vente du camion Canyon GMC 2007 suite à l'achat d'un nouveau camion GMC Sierra.

ATTENDU QUE la Ville a reçu une offre de la part de Michaël Beauregard.

Il est proposé par Réjean Riel

Appuyé par Sylvie St-Georges

Et résolu :

QUE les membres de ce conseil acceptent la proposition au montant de 600 \$.

Adoptée à l'unanimité

043-02-2020 8.2 Vente et disposition du Caterpillar - Chargeuse

ATTENDU QUE le directeur des travaux publics, Simon Gariépy a lancé un appel à soumissionner pour la vente de la chargeuse Caterpillar suite à l'achat d'un nouveau chargeur CASE.

ATTENDU QUE la Ville a reçu une offre de la part d'Autobus Beausoleil.

Il est proposé par Sylvie St-Georges

Appuyé par Réjean Riel

Et résolu :

QUE les membres de ce conseil acceptent la proposition au montant de 35 000 \$.

Adoptée à l'unanimité

044-02-2020 8.3 Permis de voirie – Autorisation à Monsieur Simon Gariépy

ATTENDU QUE la Ville doit exécuter des travaux dans l'emprise des routes entretenues par le Ministère des Transports.

ATTENDU QUE la Ville doit obtenir un permis de voirie du ministère des Transports pour intervenir sur les routes entretenues par le Ministère.

ATTENDU QUE la Ville est responsable des travaux dont elle est maître d'œuvre.

ATTENDU QUE la Ville s'engage à respecter les clauses des permis de voirie émis par le Ministère des Transports.

ATTENDU QUE la Ville s'engage à remettre les infrastructures routières dans leur état original.

Il est proposé par Réjean Riel

Appuyé par Yves Morin

Et résolu :

QUE ce conseil demande au Ministère des Transports de lui accorder les permis de voirie au cours de l'année 2020;

QUE ce conseil autorise M. Simon Gariépy à signer les permis de voirie pour tous les travaux dont les coûts estimés en état des éléments de l'emprise n'excèdent pas 10 000,00 \$ puisque la Ville s'engage à respecter les clauses du permis de voirie;

QUE ce conseil s'engage à demander, chaque fois qu'il le sera nécessaire, la permission requise.

Adoptée à l'unanimité

9. HYGIÈNE DU MILIEU

10. SANTÉ, BIEN-ÊTRE ET QUALITÉ DE VIE

11. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET ENVIRONNEMENT

045-02-2020 11.1 Adoption du rapport de l'urbaniste au 31 janvier 2020

Il est proposé par Réjean Riel

Appuyé par Yves Morin

Et résolu :

QUE les membres de ce conseil, acceptent le rapport de l'inspecteur en urbanisme, incluant l'émission des permis et demandes diverses, de même que le rapport du Comité Consultatif d'Urbanisme, pour la période couvrant les rencontres de ce comité jusqu'au 31 janvier 2020.

Adoptée à l'unanimité

12. SPORTS ET LOISIERS, CULTURE ET TOURISME

13. VARIA

046-02-2020 13.1 Secrétaire- Engagement de Shany Hervieux Lavoie

Il est proposé par Julie Tessier

Appuyé par Sylvie St-Georges

Et résolu :

QUE le conseil municipal donne l'autorisation au directeur général de procéder à l'engagement d'une secrétaire à temps plein à compter du 17 février 2020 pour l'aide générale au bureau et ainsi permettre de combler le poste de Suzanne Roy, présentement en arrêt maladie.

Adoptée à l'unanimité

047-02-2020 13.2 Affichage de poste directrice des loisirs (congé de maternité)

ATTENDU QUE la directrice des Loisirs, Maxine Fournier devra s'absenter prochainement pour un congé de maternité.

Il est proposé par Christian Paquin Coutu

Appuyé par Julie Tessier

Et résolu :

QU'EN accord avec la Municipalité de St-Gabriel-de-Brandon, les membres de ce conseil autorisent l'affichage du poste, afin d'assurer le remplacement Madame Fournier.

Adoptée à l'unanimité

048-02-2020 13.3 Appui à la Régie intermunicipale du Centre Sportif et Culturel de Brandon pour une demande d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives.

ATTENDU QUE la ville de Saint-Gabriel est une des municipalités qui compose la Régie intermunicipale pour voir à l'administration et à l'opération du Centre Sportif et Culturel de Brandon.

ATTENDU QUE par sa résolution no : 012-01-2020 La Régie inter municipale du Centre Sportif et culturel de Brandon a autorisée la présentation du projet de la Mise à niveau des infrastructures du CSCB au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives.

Il est proposé par Stephen Subranni

Appuyé par Sylvie St-Georges

Et résolu :

QUE le conseil de la ville de Saint-Gabriel appuie la demande de La Régie dans le cadre du programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives.

Adoptée à l'unanimité

14. RAPPORT DES MEMBRES DU CONSEIL

Tous les membres du conseil présents font rapport de leurs activités.

15. PÉRIODE DE QUESTIONS

049-02-2020 16. LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 3 FÉVRIER 2020

Il est proposé par Sylvie St-Georges

Appuyé par Julie Tessier

Et résolu :

QUE la séance ordinaire de ce 3 février 2020 soit levée à 20h40

Adoptée à l'unanimité

Gaétan Gravel
Maire

Michel St-Laurent
Directeur général et greffier

Approbation par le maire des règlements et des résolutions selon l'article 53 de la *Loi sur les cités et villes*

Je soussigné, Gaétan Gravel, maire de la Ville de Saint-Gabriel, approuve les règlements et résolutions du présent procès-verbal, en apposant ma signature au bas du présent document ce 3^{ième} jour de février 2020.

Gaétan Gravel, Maire